

# LA PASSERELLE NÉGO

## Mot du président

**Il y a maintenant près de six mois que la négociation s'est amorcée. Les demandes syndicales sont connues depuis octobre, les demandes patronales depuis décembre.**

Comme toujours, elle se joue sur deux tables, soit :

**La table centrale** : salaire, retraite, droits parentaux et disparité régionales

**La table sectorielle** : FPPE pour tous les autres articles

Commençons par la première table. En **Front commun** (CSQ, CSN, FTQ et APTS), nous nous dirigeons vers un affrontement important à moins d'un revirement inattendu. Sur **le plan salarial**, le gouvernement nous offre 9 % sur cinq ans, ce qui ne couvre même pas la hausse du coût de la vie. Nous sommes loin du rattrapage que nous demandons. Il n'y a aucune gêne à ne pas vouloir s'appauvrir et à revendiquer minimalement une hausse correspondant à l'inflation. Une chose est certaine, le gouvernement est infiniment moins généreux avec ses employés qu'avec ses députés.

Et ce n'est pas tout : sur **la retraite\***, le gouvernement est aussi en appétit (pourtant notre fonds de pension est capitalisé à près de 115 %). Il exige à la table que chacune des années cotisées compte, pour le calcul cumulatif des prestations, pour seulement 1,4 % au lieu des 2 % actuels. Toujours sur la retraite, il désire également ramener l'âge minimal pour le départ à 57 ans. Il faut comprendre qu'avec cette proposition, tous ceux qui partiront avant 65 ans seront pénalisés de manière plus ou moins importante, par rapport aux règles en vigueur.



JACQUES LANDRY, PRÉSIDENT

En offrant un régime de retraite moins généreux, il souhaite conserver à son service un maximum de travailleuses et travailleurs des services publics jusqu'à 65 ans. Sa stratégie est honteuse, surtout après avoir abandonné les services publics pendant des années (austérité). Nous sommes choqués et nous dénonçons vivement ces mesures qui visent, ni plus ni moins, qu'à conserver les travailleuses et travailleurs des services publics captifs.



Au sujet de la négociation à la **table sectorielle** de la FPPE, la partie patronale nous a fait connaître son degré d'ouverture et de fermeture à l'ensemble de nos demandes. Sans surprise, les réponses sont très loin de nos attentes. **Nous souhaitons prioritairement des améliorations sur la rémunération pour l'ensemble des emplois ainsi qu'une amélioration de nos conditions de travail** (notamment : horaire flexible, télétravail, vacances, jours chômés payés et seuil de service). À cette table également, le gouvernement nous offre des miettes sur ses priorités et fait la sourde oreille aux nôtres.

Pour toucher la population et mettre en relief nos enjeux, nous ferons **une tournée médiatique** tôt à l'automne, avec chacun des syndicats affiliés à la FPPE, afin de dénoncer l'inaction du gouvernement et mettre à l'avant-plan nos priorités et ce, dans l'ensemble des régions du Québec.

De plus, il est prévu de tenir **une immense manifestation collective** de tous les acteurs du Front commun le **23 septembre à Montréal**. Notez et réservez cette date dès maintenant dans vos agendas. Vous serez conviés par votre syndicat à y participer (à l'exception des régions très éloignées). Le transport par autocars vous sera offert. **Il sera important de démontrer, en nombre important, notre insatisfaction face aux offres méprisantes et déconnectées du gouvernement.**\*\*

Dès la mi-septembre et pour l'ensemble du Front commun, il y aura **une recherche de mandats de grève**. La hauteur de ce qui sera demandé est toujours inconnue et devra faire consensus auprès de toutes les organisations.\*\*

Pour obtenir des gains satisfaisants, nous n'aurons d'autres choix que d'être déterminés, présents et solidaires au sein du Front commun. Nous sommes près de 420 000; le slogan est « **Nous, d'une seule voix** ».

C'est le temps ou jamais de se tenir debout!

### Solidarité!

**Jacques Landry,**  
Président

À lire: Infolettres CSQ

\* [La retraite](#)

\*\* [Qu'est-ce qui s'en vient cet automne?](#)



# Derniers développements aux tables de négociation

**Les dernières semaines ont été bien occupées aux tables de négociations. Alors que l'été s'amorce, nous poursuivons toujours nos séances à un rythme soutenu. Nous ne notons pas d'accélération des travaux, mais bien la poursuite de nos échanges sur une base régulière, soit environ une rencontre à tous les dix jours à la table francophone et la même chose du côté anglophone.**

Nous avons terminé la présentation détaillée de nos demandes ainsi que l'argumentaire au soutien de ces dernières et nous discutons depuis peu de l'ouverture (ou plutôt de la fermeture) de la partie patronale à nos demandes.

En effet, bien que dûment étayées et documentées, les solutions proposées par la partie syndicale pour contrer la pénurie de professionnel·les dans le secteur scolaire ne trouvent que très peu d'écho auprès des centres de services, des commissions scolaires et du ministère de l'Éducation. Il devient évident que nous sommes aux antipodes en termes de vision de la problématique actuellement. Pour la partie patronale, il est impensable d'autoriser plus d'absences, de revoir certains congés ou de prévoir des accommodements pour la vie familiale, puisqu'ils estiment ne pas pouvoir se priver de services actuellement. De notre côté, nous estimons que c'est en prévoyant plus de flexibilité et de meilleures conditions de travail que les professionnel·les auront envie de travailler au scolaire et que les postes seront comblés. Nous faisons face à une embûche de taille et nous devons être mobilisés pour convaincre l'employeur de la nécessité de revoir les conditions de travail et de pratique.

Si la partie patronale démontre une ouverture timide sur certaines de nos demandes, elle se positionne davantage sur ses enjeux et ses priorités. Elle refuse aussi de discuter de nombreux enjeux à notre table, arguant que certains sujets devraient être discutés à une autre table, celle du Front commun où sont abordés les sujets communs à tous les salarié·es comme la retraite et les augmentations de salaire. Or, nous craignons que les enjeux spécifiques aux professionnel·les ne reçoivent que très peu d'intérêt à la table centrale, puisqu'ils ne touchent évidemment pas l'ensemble des salarié·es.

C'est dans ce contexte que nous poursuivons donc les travaux jusqu'à la mi-juillet. Nous prendrons ensuite une pause de quelques semaines pour un retour constructif, nous l'espérons, à la fin août.

Soyez assurés que nous déployons toutes nos énergies afin de convaincre la partie patronale du bien-fondé de nos revendications. Nous pensons sincèrement proposer des solutions efficaces, pertinentes et porteuses pour nos membres et nous nous attendons à ce que la partie patronale prenne la problématique du manque de professionnel·les au sérieux, tout comme les propositions amenées par la partie syndicale. Nous devons certainement envisager une intensification de la mobilisation cet automne afin d'espérer la conclusion d'une convention collective à la hauteur de vos attentes et qui reflète l'importance du personnel professionnel dans la réussite de tous les élèves.

Bonnes vacances!

## Aux tables du Nord

Pour les Tables Crie et Kativik (P3 et P4), comme pour les autres tables du Front commun, les demandes de médiation ainsi que les premières rencontres avec les conciliatrices ont eu lieu au cours de la première semaine du mois de juin.

La partie syndicale a complété la présentation de l'ensemble de ses demandes à la table Kativik. Les discussions se poursuivront au cours de l'été avec la partie patronale qui nous a annoncé être en mesure de nous indiquer sa position sur certaines de nos demandes lors de notre prochaine rencontre.

Pour la table Crie, la présentation des demandes syndicales est bien entamée et nous avons eu plusieurs questions de précision et de clarification sur celles-ci. Nous serons en mesure de compléter la présentation de l'ensemble de nos demandes lors de notre prochaine rencontre, au retour des vacances estivales.